



 **ERNST & YOUNG**  
*Quality In Everything We Do*

**Baromètre 2008 des entreprises de taille moyenne**

# **Perspectives économiques et priorités politiques des entreprises moyennes suisses**

**Données, faits et interprétations d'une enquête menée en décembre 2007**

### **A propos de l'auteur de l'étude**

*Ralf Wagner* est titulaire de la chaire SVI de marketing direct international au DMCC, Dialog Marketing Competence Center de l'université de Kassel. Ses recherches portent essentiellement sur l'analyse et la modélisation du comportement interactif des acteurs du marché. Les études comparatives internationales constituent un autre pilier majeur de ses activités.

La société *Valid Research Marktforschung GmbH* est un institut d'études de marché opérant à l'échelle nationale et internationale. Créée en 1986, cette société a été transformée en Sàrl en 1991. Son propriétaire et unique associé est Harald Blacha. Son activité phare est la réalisation de sondages pour des groupes et des entreprises (environ 1 million d'interviews en 2004), l'industrie automobile ainsi que diverses sociétés de conseil et associations.

# Sommaire

<b>Editorial</b>	<b>4</b>
<b>1. Situation initiale</b>	<b>5</b>
<b>2. Structure de l'étude</b>	<b>5</b>
<b>3. Situation économique des entreprises de taille moyenne et projection pour 2008</b>	<b>6</b>
3.1. Evaluation de la situation commerciale	6
3.2. Evolution des affaires prévue dans les six prochains mois	7
3.3. Evolution économique attendue en Suisse	8
3.4. Investissements prévus	9
3.5. Effectifs prévus	10
<b>4. Thèmes importants pour les entreprises suisses de taille moyenne</b>	<b>12</b>
4.1. Appréciation de la politique menée en Suisse	12
4.2. Appréciation des conditions-cadres régionales	13
4.3. Mesures visant à soutenir les entreprises de taille moyenne	14
4.4. Pertinence d'autres thèmes d'actualité	15
4.5. Transfert d'activités à l'étranger	16
<b>5. Perspectives</b>	<b>18</b>



**Markus Schweizer**  
Partner  
National Entrepreneur Markets Leader

**Pierre-Alain Cardinaux**  
Partner  
Responsable Entrepreneur Markets  
pour la Suisse romande

## Editorial

Après une longue phase d'essor, l'incertitude règne à nouveau à travers le monde. Mais à y regarder de plus près, on s'aperçoit qu'elle ne touche pas toutes les entreprises. Les entreprises de taille moyenne en particulier semblent maintenir leur cap.

Aussi bénéficient-elles actuellement d'un grand intérêt, probablement bien plus important que de coutume. Par leurs investissements, elles contribuent pourtant de manière durable au développement de la Suisse. En comparaison européenne, les investissements prévus par les entreprises suisses de taille moyenne sont même nettement supérieurs à la moyenne. Elles créent des emplois et de la valeur, sont enclines aux investissements et offrent ainsi à l'économie une croissance durable, comme en atteste leur contribution à l'essor de ces dernières années. Il n'est dès lors pas étonnant qu'en Suisse, plus de la moitié des employés travaillent au sein d'entreprises de taille moyenne. Cette tendance se poursuit cette année également: de nombreuses entreprises interrogées ont l'intention d'engager de nouveaux collaborateurs. Les entreprises de taille moyenne ont largement contribué au développement du pays. Il est donc crucial de connaître les sujets importants, outre les coûts salariaux, tels que la simplification de la réglementation et de l'administration afin de pouvoir agir de manière adéquate.

Nous sommes heureux de vous présenter l'étude «Baromètre 2008 des entreprises de taille moyenne en Suisse» basée sur un sondage réalisé simultanément en Allemagne, en Autriche et en Suisse. Pour la Suisse, 500 entreprises de taille moyenne réparties dans sept régions ont été interrogées sur la situation et l'évolution économique dans le but de déterminer les perspectives économiques et les priorités politiques.

Les entreprises de taille moyenne constituent un pilier majeur de l'économie suisse et méritent, à ce titre, toute notre attention.

Nous vous souhaitons une excellente lecture.

Markus Schweizer  
National Entrepreneur Markets Leader

Pierre-Alain Cardinaux  
Responsable Entrepreneur Markets  
pour la Suisse romande

## 1. Situation initiale

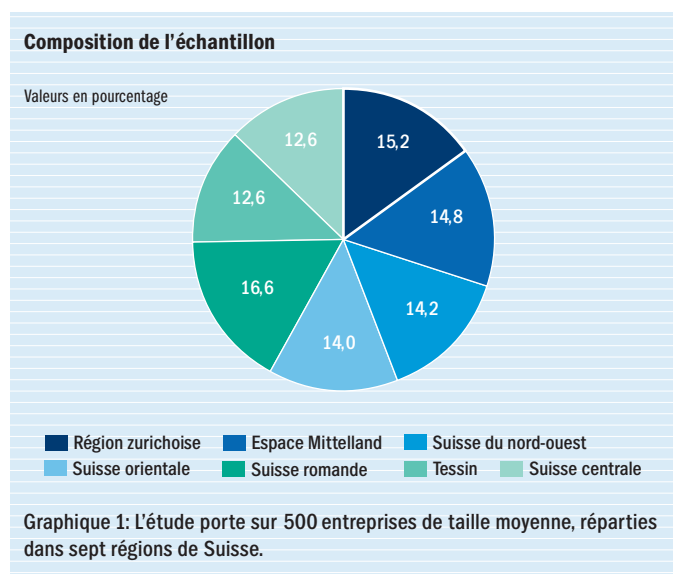
La Suisse est l'une des nations les plus innovantes et les plus compétitives d'Europe. Elle occupe la sixième place au classement World Competitiveness Scoreboard 2007 de l'institut IMD (International Institute for Management Development) et devance même tous ses concurrents en ce qui concerne la croissance de la compétitivité. En 2007, l'Economist Intelligence Unit a évalué l'environnement économique général de la Suisse comme étant le meilleur qui soit. Toutefois, la mondialisation et le contexte politique actuel posent des défis de taille aux entreprises helvétiques. La présente étude montre que l'essor actuel tient en grande partie aux performances des entreprises de taille moyenne. Telle est la conclusion de l'étude «Baromètre 2008 des entreprises de taille moyenne», réalisée en décembre 2007.

## 2. Structure de l'étude

Dans le cadre de cette étude, Valid Research, un institut d'études de marché indépendant, a interrogé, pour le compte d'Ernst & Young, 500 entreprises de taille moyenne de toute la Suisse au sujet de la situation économique, de leur planification pour 2008 et des questions qui les préoccupent. La population étudiée est l'ensemble des entreprises non cotées mais aussi des entreprises cotées. Ces entreprises doivent compter entre 100 et 1000 collaborateurs. Lorsque le nombre de participants d'un groupe cible s'avérait insuffisant, le seuil d'effectifs a été abaissé à 50 collaborateurs. Concernant les domaines d'activité des entreprises, l'échantillon comprend cinq grandes catégories, à savoir les services, le commerce, le bâtiment, l'industrie et l'industrie manufacturière.

L'enquête a été réalisée en fonction de sept régions (cf. graphique 1).

L'échantillon comprend des entreprises de taille moyenne de tous les cantons. La moitié des entreprises interrogées réalise un chiffre d'affaires annuel inférieur à CHF 50 millions. Une sur cinq réalise un chiffre d'affaires supérieur à CHF 100 millions. Les en-



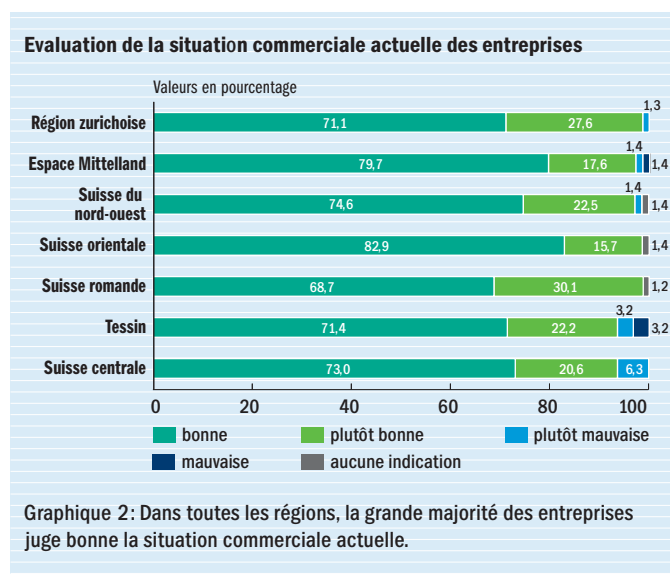
treprises participantes opèrent dans les secteurs suivants: 14% dans le bâtiment et l'approvisionnement en énergie, 26% dans le commerce, 40% dans les services non liés au commerce et 20% dans l'industrie et l'industrie manufacturière, à l'exception du bâtiment. Les interviews ont été réalisées de manière souple à l'aide du procédé CATI (Computer-Assisted Telephone Interviewing). Afin d'éviter que les réponses des participants ne soient influencées par l'ordre des questions, celles-ci ont été posées dans un ordre différent.

### 3. Situation économique des entreprises de taille moyenne et projection pour 2008

#### 3.1. Evaluation de la situation commerciale

Trois quarts des entreprises interrogées jugent «bonne» la situation commerciale actuelle et plus d'un cinquième (23 %) la qualifient de «plutôt bonne». Même dans les secteurs qui affichent les auto-évaluations les plus faibles, à savoir le bâtiment et l'énergie, plus de 71% des entreprises jugent «bonne» la situation commerciale actuelle. Les entreprises réalisant les plus gros chiffres d'affaires ont plutôt une meilleure opinion de la situation commerciale actuelle que les entreprises dont le chiffre d'affaires est moins important. Ainsi, les deux tiers seulement (69%) des entreprises réalisant un chiffre d'affaires inférieur à CHF 50 millions jugent «bonne» leur situation commerciale contre quatre cinquièmes (78%) de celles dont le chiffre d'affaires dépasse CHF 100 millions. Cela s'explique par le fait que les entreprises ayant un chiffre d'affaires plus élevé ont eu davantage de facilités à adapter leur stratégie au contexte politico-économique actuel. La situation commerciale est évaluée très différemment selon la région (cf. graphique 2).

Les entreprises de Suisse orientale portent un jugement particulièrement positif sur leur situation commerciale actuelle: elles sont plus de quatre sur cinq (83%) à qualifier de «bonne» la situation actuelle et aucune ne la juge «plutôt mauvaise» ou «mauvaise». Dans l'Espace Mittelland également, les entreprises interrogées sont près de 80% à qualifier de «bonne» la situation actuelle. La Suisse romande et la région zurichoise émettent pour leur part des jugements plus réservés.



Dans l'ensemble, la situation des entreprises de taille moyenne est très réjouissante. Grâce à leur esprit d'entreprise et à des processus décisionnels courts, elles ont pu développer leurs atouts de manière systématique, sachant toutefois qu'il existe des divergences régionales témoignant de situations initiales contrastées. La situation favorable actuelle ne peut toutefois être encore améliorée que si non seulement les entreprises, mais aussi les décideurs politiques apportent leur contribution.

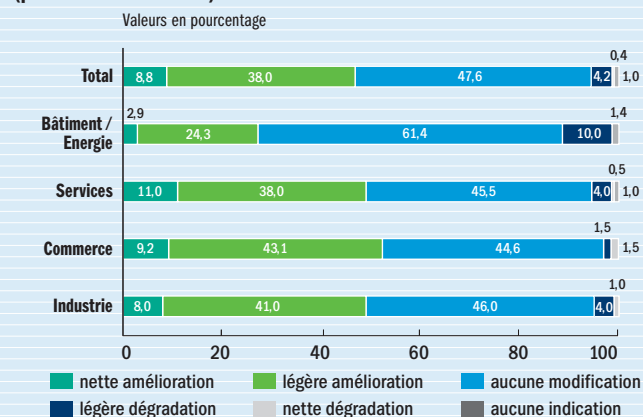
### 3.2. Evolution des affaires prévue dans les six prochains mois

La plupart des entreprises de taille moyenne s'attendent à une amélioration de la marche de leurs affaires dans les six prochains mois. Presque une entreprise sur dix (9%) table même sur une «nette amélioration». Le secteur ayant émis l'appréciation la plus positive (11%) est celui des services (sans le commerce) (cf. graphique 3).

L'importance du secteur des services pour l'économie suisse va encore augmenter. Par contre, dans les secteurs du bâtiment et de l'énergie, seule une très faible minorité des entreprises (3%) prévoit une «nette amélioration» au 1<sup>er</sup> semestre 2008. Une entreprise sur dix (10%) s'attend même à une «légère dégradation». La façon dont les entreprises envisagent l'évolution de leurs affaires n'a guère de lien avec leur chiffre d'affaires mais dépend plutôt de leur région (cf. graphique 4).

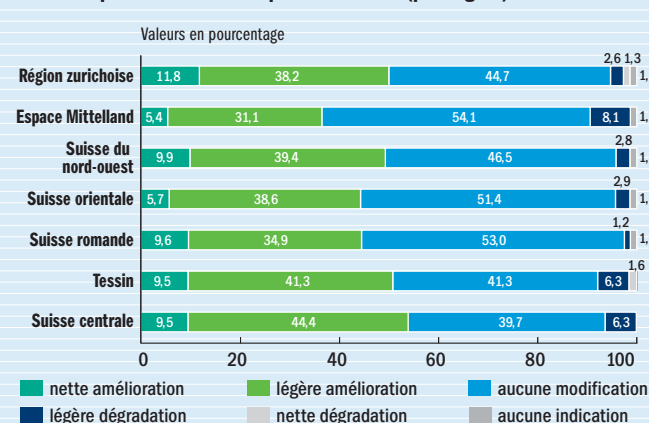
Ce sont les entreprises de la région zurichoise et du Tessin qui portent les jugements les plus hétérogènes sur l'évolution de leurs affaires. Ainsi, elles sont très nombreuses à prévoir une «nette amélioration» ou une «nette dégradation». Les entreprises des autres régions n'envisagent pas de «nette dégradation». La plupart n'attendent «aucune modification» ou prévoient une «légère amélioration». Dans l'ensemble, les entreprises de taille moyenne pensent donc que la marche future de leurs affaires au sein de l'économie suisse restera stable.

#### Evolution des affaires prévue dans les six prochains mois (par secteur d'activité)



Graphique 3: Le secteur des services est le plus optimiste quant à l'évolution des affaires au 1<sup>er</sup> semestre 2008.

#### Evolution prévue dans les six prochains mois (par région)



Graphique 4: Dans la région zurichoise et au Tessin en particulier, certaines entreprises tablent sur une nette amélioration alors que d'autres prévoient au contraire une nette dégradation de la marche de leurs affaires.

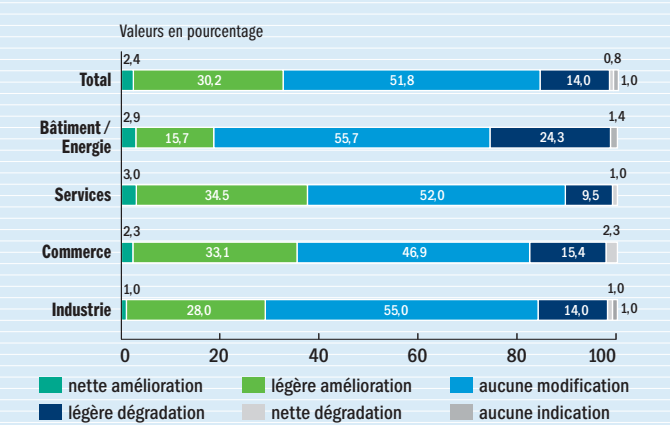
### 3.3. Evolution économique attendue en Suisse

Les entreprises interrogées portent un jugement plus réservé sur l'évolution économique générale en Suisse que sur l'évolution de leurs affaires. Cela s'explique entre autres par l'influence des flux économiques mondiaux (par exemple la crise du crédit hypothécaire aux Etats-Unis ou l'évolution des prix de l'énergie) sur les grandes entreprises en Suisse. De plus, le produit intérieur brut a augmenté pour la quatrième année consécutive en 2007, une croissance qui demeure toutefois inférieure d'au moins 2% à celle enregistrée dans d'autres pays européens. Par ailleurs, en Suisse aussi, l'éventuel affaiblissement de la croissance donne de plus en plus matière à débat.

En toute logique, seule une minorité d'entreprises (2%) prévoit une «nette amélioration» de la situation économique en Suisse et moins d'un tiers (30%) s'attend à une «légère amélioration». Plus d'une entreprise sur deux ne prévoit «aucune modification» et plus d'une sur dix (14%) s'attend à une «légère dégradation». Les prévisions varient cependant selon les secteurs d'activité (graphique 5).

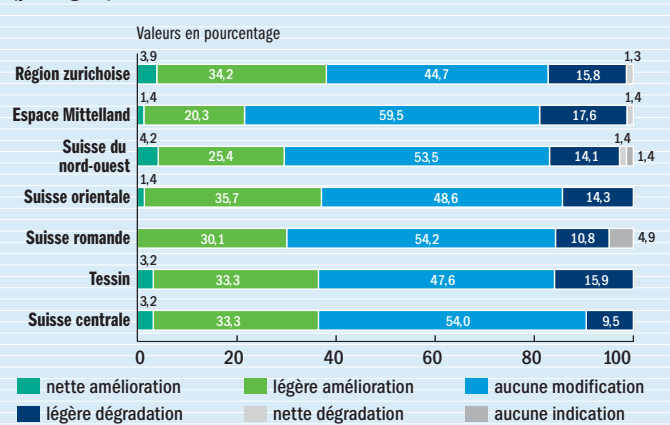
Les entreprises du bâtiment et du secteur énergétique sont les plus pessimistes quant à la situation économique générale. Près d'un quart escompte en effet une «légère dégradation». Les entreprises industrielles, qui peuvent évaluer de manière anticipée les évolutions actuelles grâce aux fluctuations des commandes dues aux investissements en biens d'équipement, tablent très rarement sur une «nette» ou une «légère» amélioration. Les entreprises du commerce, qui quant à elles sont particulièrement concernées par le moral des consommateurs (l'évolution économique «ressentie») se montrent plus optimistes au sujet de l'évolution économique. L'évaluation de la situation économique par ces entreprises varie cependant aussi selon les régions (cf. graphique 6).

#### Appréciation de la situation économique générale en Suisse pour 2008 (par secteur d'activité)



Graphique 5: Les entreprises du bâtiment et du secteur énergétique émettent les jugements les plus négatifs sur la situation économique générale en Suisse.

#### Appréciation de la situation économique générale en Suisse pour 2008 (par région)



Graphique 6: Dans toutes les régions, les entreprises qui prévoient une évolution de la situation économique générale en Suisse pensent majoritairement que celle-ci sera favorable.

Les appréciations du secteur commercial sont intéressantes car celui-ci est particulièrement affecté par le moral des consommateurs et donc l'évolution économique «ressentie». Dans ce secteur aussi, les prévisions s'avèrent essentiellement favorables, avec toutefois des différences régionales comme le montre le graphique 6: contrairement aux entreprises de l'Espace Mittel-

land qui émettent un jugement réservé, celles de Suisse centrale se montrent particulièrement optimistes quant à l'évolution économique générale. Au Tessin, les appréciations sont très hétérogènes. Moins de la moitié des entreprises interrogées ne prévoit «aucune modification» de la situation. En revanche, une large majorité des entreprises prévoyant un changement s'attend à ce que la situation économique poursuive son évolution favorable, contrairement à l'avis plus critique qui ressort du débat public.

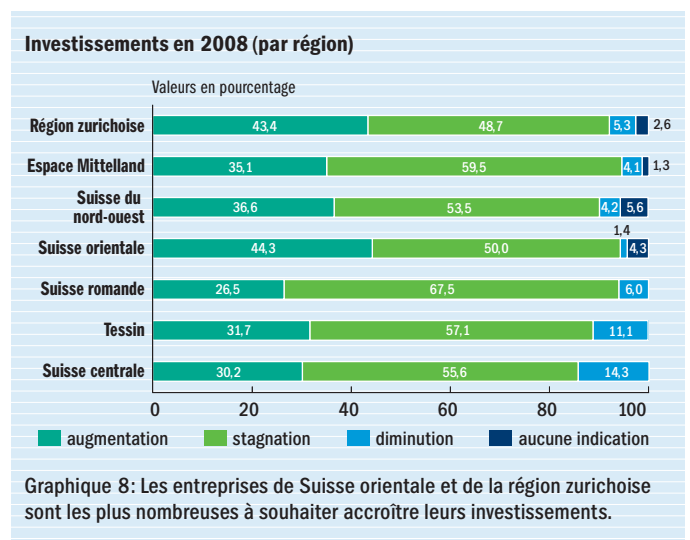
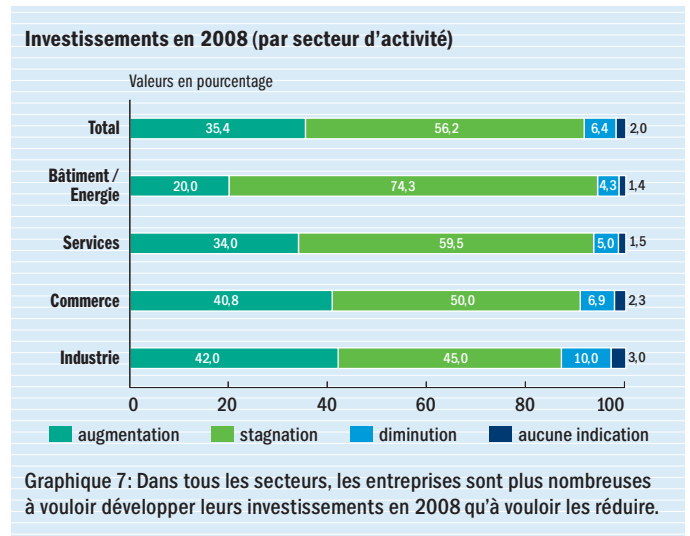
### 3.4. Investissements prévus en 2008: maintien du niveau élevé et poursuite de la croissance

Dans la logique des avis optimistes exprimés quant à l'évolution de leurs affaires, les entreprises interrogées comptent maintenir leurs investissements, voire les accroître. Les entreprises du commerce et de l'industrie, en particulier, prévoient des investissements supplémentaires (cf. graphique 7).

Seule une minorité (6%) prévoit un recul de ses investissements. En 2008 aussi, les entreprises de taille moyenne contribueront donc largement à améliorer la compétitivité de l'économie suisse. Toutefois, cette amélioration ne bénéficiera pas à toutes les régions dans la même mesure (cf. graphique 8).

Dans toutes les régions, au moins une entreprise sur quatre souhaite investir davantage. Ce comportement d'investissement profitera surtout à la suisse orientale et à la région zurichoise.

Le comportement d'investissement prévu dépend également du chiffre d'affaires. Près d'un tiers (32%) des entreprises ayant un chiffre d'affaires inférieur à CHF 50 millions prévoit une augmentation générale de ses investissements. Cette proportion est légèrement supérieure (38%) pour les entreprises dont le chiffre d'affaires se situe entre CHF 50 millions et CHF 100 millions et de



50% pour celles dont le chiffre d'affaires dépasse CHF 100 millions. Ce comportement d'investissement témoigne d'un schéma de «double incrimination» (double jeopardy) analogue au comportement d'achat des consommateurs pour de nombreuses catégories de produits: les entreprises réalisant de toute façon des chiffres d'affaires supérieurs vont progresser encore davantage grâce à leurs investissements accrus alors que les entreprises réalisant des chiffres d'affaires plus modestes perdront de leur importance relative.

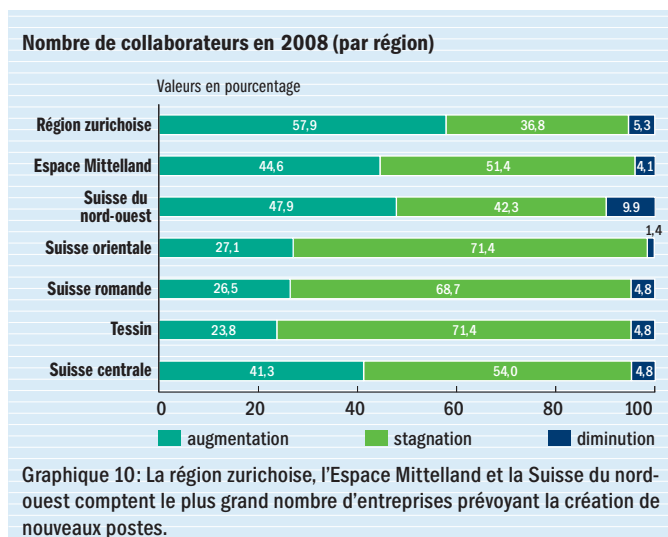
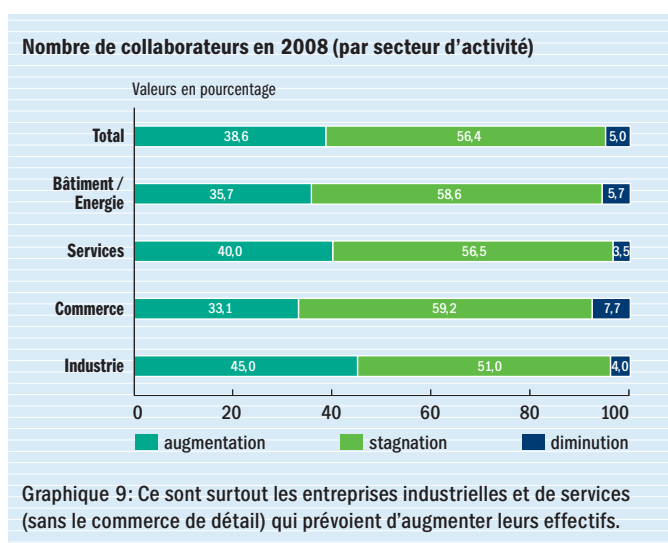
### 3.5. Effectifs prévus

Plus de la moitié (56%) des entreprises interrogées prévoit de maintenir ses effectifs. Près de deux sur cinq (39%) envisagent même de créer de nouveaux postes. Seule une minorité (5%) souhaite réduire ses effectifs. Cependant, l'augmentation des effectifs ne se produit pas uniquement en fonction de l'investissement planifié, mais dépend aussi du secteur d'activité (cf. graphique 9).

Bien que les entreprises du secteur commercial prévoient des investissements supérieurs à la moyenne pour 2008, elles n'envisagent que des augmentations d'effectifs très modestes. Comme pour leurs investissements (cf. précisions supplémentaires concernant le graphique 8), les petites entreprises projettent peu de créations d'emplois: un tiers seulement (34%) des entreprises réalisant un chiffre d'affaires inférieur à CHF 50 millions souhaite embaucher en 2008. Cette proportion est de 43% chez les entreprises dont le chiffre d'affaires se situe entre CHF 50 millions et CHF 100 millions et même de 47% pour celles dont le chiffre d'affaires dépasse CHF 100 millions. Ces chiffres aussi confirment le schéma de «double incrimination» (cf. point 3.4) qui caractérise l'évolution actuelle des entreprises.

L'accroissement des effectifs revêt en outre un intérêt politique particulier: à l'échelle internationale comme sur le territoire national, les régions, cantons et communes sont en concurrence concernant les postes de travail, et donc les recettes fiscales et les possibilités de formation. D'ailleurs, les prévisions en matière d'effectifs varient selon les régions (cf. graphique 10).

Dans toutes les régions, les entreprises prévoient plutôt un accroissement de leurs effectifs. Ce sont la région zurichoise, l'Espace Mittelland et la Suisse du nord-ouest qui devraient créer le plus de postes alors que le Tessin, la Suisse romande et la Suisse orientale font figure de lanternes rouges. La Suisse du nord constitue un cas particulier car si près de la moitié des entreprises (48%) y prévoit un accroissement de leurs effectifs, le nombre d'entreprises souhaitant les réduire y est comparativement élevé



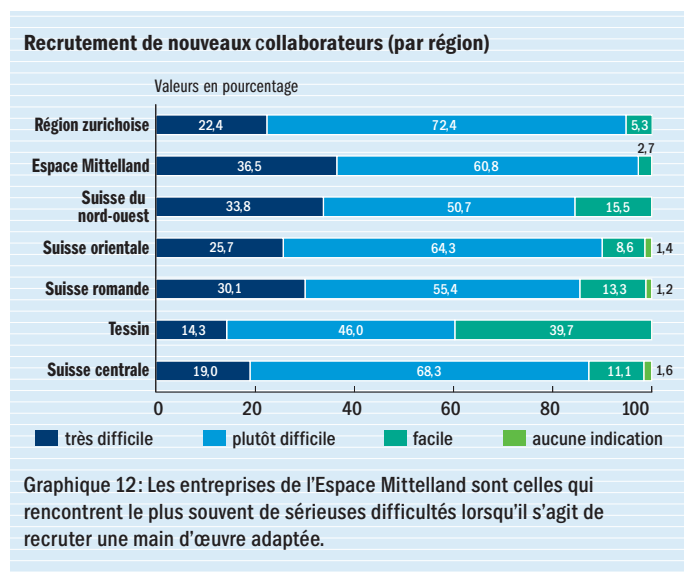
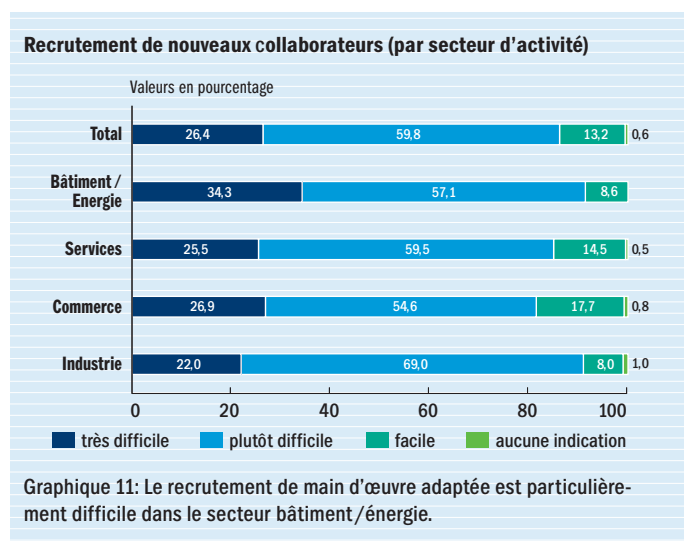
(10%). Ces tendances semblent indiquer que les entreprises de taille moyenne contribuent activement à façonner l'avenir économique de la Suisse.

Aujourd'hui déjà, plus d'une entreprise sur quatre (26%) affirme qu'elle a des difficultés à trouver des collaborateurs qualifiés. Cependant, les obstacles rencontrés diffèrent beaucoup selon les secteurs d'activité (cf. graphique 11).

C'est dans le commerce que le recrutement s'avère le plus facile. En effet, un cinquième (18%) des entreprises de ce secteur évalue positivement la situation. Ce résultat suggère que les difficultés d'embauche ne tiennent pas aux bas salaires, qui sont particulièrement répandus dans le commerce, mais au manque de qualifications. Dans le bâtiment et le secteur énergétique, qui prévoient un accroissement relativement modeste de leurs effectifs, un tiers des entreprises (34%) a du mal à trouver une main d'œuvre adéquate. Les difficultés de recrutement varient toutefois selon les régions (cf. graphique 12).

Plus d'un tiers des entreprises de l'Espace Mittelland (37%) juge très difficile le recrutement de nouveaux collaborateurs. En Suisse du nord-ouest et en Suisse romande, cette proportion est également d'environ un tiers (34% et 30% respectivement), bien qu'un nombre important d'entreprises (16% et 13% respectivement) recrute facilement. Au Tessin, le recrutement est jugé particulièrement facile. Toutefois, la majorité des entreprises de cette région n'envisage aucune augmentation d'effectifs pour 2008 (cf. graphique 10).

Ce résultat justifie toutes les mesures prises pour conserver les emplois en Suisse et promouvoir la mobilité. Il montre également la nécessité d'intensifier les efforts déployés pour améliorer la qualification des collaborateurs. Il est par ailleurs certain que les entreprises suisses de taille moyenne continueront de fournir une part très importante des emplois, mais que le recrutement de collaborateurs qualifiés s'avère de plus en plus difficile.



## 4. Thèmes importants pour les entreprises suisses de taille moyenne

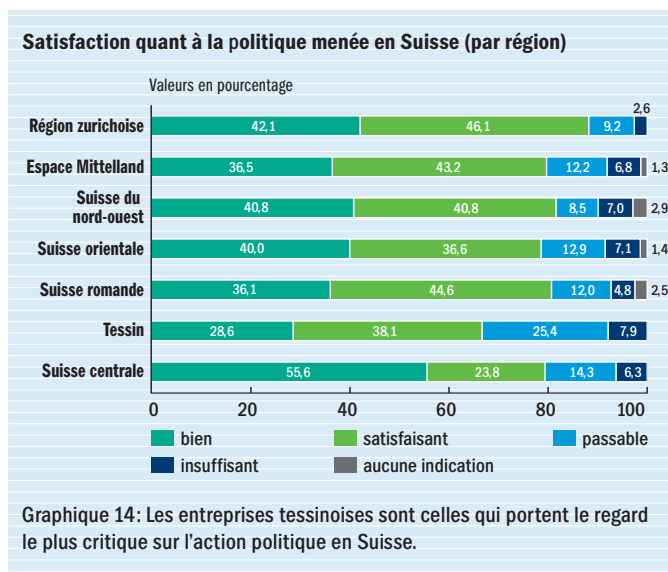
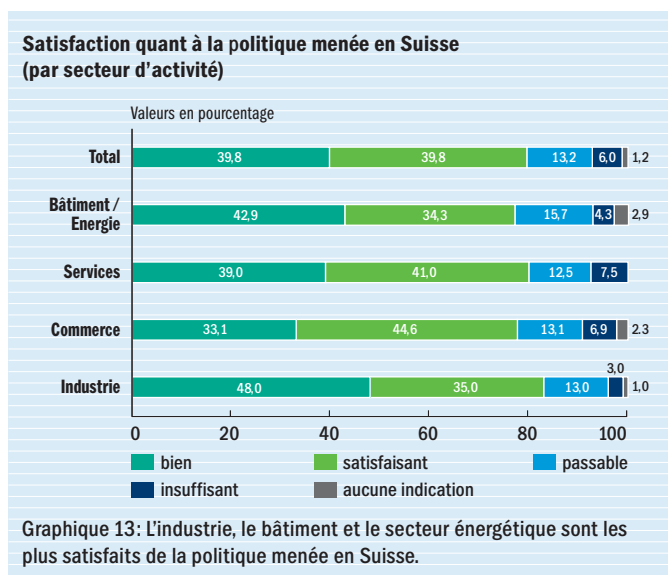
### 4.1. Appréciation de la politique menée en Suisse

En Suisse, les responsables politiques sont généralement considérés d'un œil critique. Les possibilités de participation active à l'action politique sont limitées aux personnes physiques, si bien que les entreprises de taille moyenne ne peuvent obtenir les changements nécessaires qu'à la faveur d'un travail associatif et d'un engagement personnel.

Toutefois, deux entreprises sur cinq (40%) attribuent à la politique menée au niveau national la mention «bien» sur une échelle allant de «bien» (1) à «insuffisant» (5). Elles sont autant à lui octroyer la mention «satisfaisant». Une minorité seulement trouve le travail fourni «passable» (13%), voire «insuffisant» (6%). On constate donc que les entreprises de taille moyenne reconnaissent tout à fait les efforts fournis par les responsables politiques. Cependant, les détails des évaluations varient selon les secteurs d'activité et les régions (cf. graphiques 13 et 14).

Les entreprises industrielles, du bâtiment et du secteur énergétique, en particulier, se disent satisfaites de la politique menée en Suisse. Il n'existe par conséquent aucune corrélation entre l'évaluation de la politique menée et la marche des affaires actuelle ou prévue des entreprises (cf. graphique 3).

Les entreprises de Suisse centrale, en particulier, sont satisfaites de la politique menée en Suisse : plus de la moitié (56%) la juge bonne. Les entreprises tessinoises sont les moins satisfaites : une sur quatre (24%) la qualifie en effet de «passable» et une sur dix (8%) d'«insuffisante». En revanche, plus d'un quart (29%) des entreprises tessinoises qualifie de bonne la politique menée. Il ressort toutefois clairement qu'une partie des entreprises de



cette région comparativement peu prospère saluerait d'éventuels changements de la part des responsables politiques.

Il est intéressant d'observer que les grandes entreprises évaluent plus sévèrement la politique menée en Suisse que les petites. Un quart (25%) des entreprises réalisant moins de CHF 50 millions de chiffre d'affaires juge bonne l'action politique menée en Suisse contre 21% des entreprises ayant un chiffre d'affaires compris

entre CHF 50 millions et CHF 100 millions et 19% des entreprises dont le chiffre d'affaires dépasse CHF 100 millions. Ces chiffres indiquent que les entreprises de taille moyenne actuellement en pleine croissance, celles qui créent des emplois, sont justement les moins satisfaites de la politique actuellement menée en Suisse.

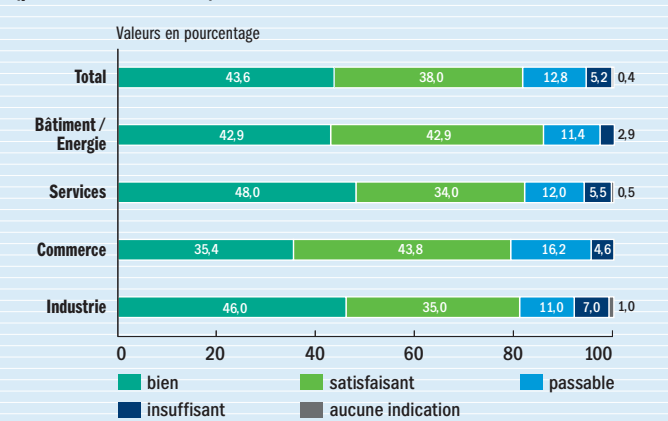
#### 4.2. Appréciation des conditions-cadres régionales

Les entreprises de plus grande taille sont davantage satisfaites des conditions-cadres régionales que les plus petites. En effet, plus d'un tiers (38%) des entreprises réalisant moins de CHF 50 millions de chiffre d'affaires qualifie ces conditions-cadres de bonnes, contre 45% des entreprises ayant un chiffre d'affaires compris entre CHF 50 millions et CHF 100 millions et 53% des entreprises dont le chiffre d'affaires dépasse CHF 100 millions. Les conditions-cadres régionales bénéficient donc essentiellement aux entreprises les plus grandes. Dans l'ensemble, les conditions-cadres sont mieux évaluées que l'action politique qui les a instaurées: presque la moitié des entreprises (44%) les juge bonnes (cf. graphique 15).

Près de la moitié (48%) des prestataires de services (sans les entreprises du secteur commercial) juge bonnes les conditions-cadres alors qu'un tiers seulement des entreprises du secteur commercial (35%) partage cet avis. Bien que ces deux secteurs aient des champs d'activité très semblables, voire parfois identiques, ce sont eux qui divergent le plus dans leurs jugements.

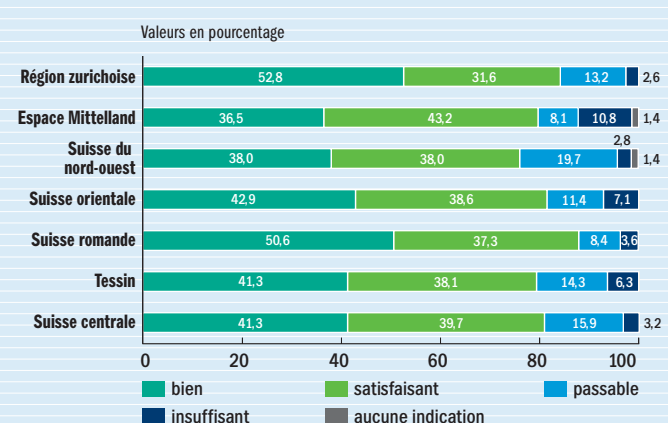
Afin de pouvoir mettre en évidence les différences régionales, les questions sur l'appréciation des conditions-cadres régionales se réfèrent explicitement aux conditions de la région concernée (cf. graphique 16).

#### Satisfaction quant aux conditions-cadres actuelles (par secteur d'activité)



Graphique 15: Malgré leurs activités semblables, ce sont les secteurs des services et du commerce qui divergent le plus dans leur évaluation des conditions-cadres régionales.

#### Satisfaction quant aux conditions-cadres actuelles (par région)



Graphique 16: Les entreprises de la région zurichoise et de Suisse romande sont les plus satisfaites des conditions-cadres régionales.

Ce sont la région zurichoise et la Suisse romande qui évaluent le mieux les conditions-cadres actuelles: plus de la moitié des entreprises (53% et 51% respectivement) les juge bonnes. L'Espace Mittelland mérite une attention particulière. En effet, dans cette région, une entreprise sur dix (11%) qualifie les conditions-cadres d'«insuffisantes». Ce résultat peut être interprété comme une exhortation à l'action adressée aux décideurs politiques.

#### 4.3. Mesures visant à soutenir les entreprises de taille moyenne

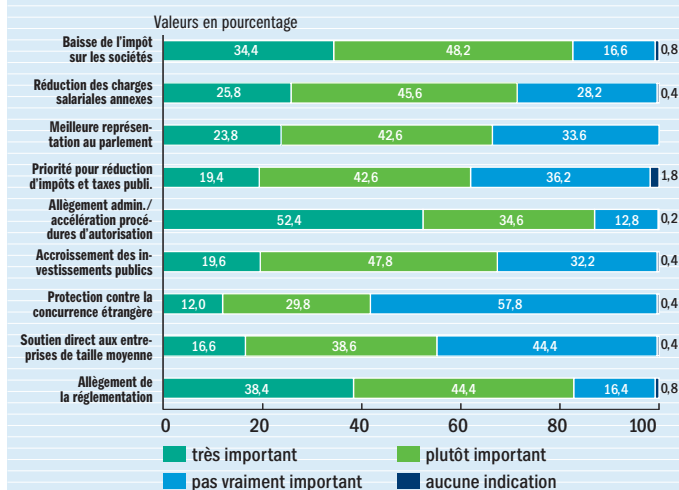
Actuellement, un débat public a lieu sur les différentes possibilités d'améliorer les conditions-cadres en Suisse afin de permettre aux entreprises de taille moyenne de survivre face à la concurrence. Dans le cadre de la présente étude, les entreprises évaluent également les mesures destinées à améliorer la compétitivité (cf. graphique 17).

Les mesures jugées les plus importantes pour soutenir les entreprises de taille moyenne sont l'allègement des contraintes administratives, l'accélération des procédures d'autorisation et l'allègement de la réglementation. Les mesures les moins prisées sont les barrières protectionnistes contre la concurrence étrangère et le soutien direct aux entreprises. En milieu de classement, on trouve les mesures liées aux coûts telles que l'abaissement des impôts sur les sociétés et la réduction des taxes. La mesure jugée la plus importante, à savoir l'allègement des contraintes administratives, est toutefois perçue très différemment selon les régions (cf. graphique 18).

Les deux tiers environ des entreprises en Suisse centrale (71%) et dans l'Espace Mittelland (66%) jugent cette mesure très importante. Elles sont moins nombreuses à partager cet avis au Tessin (30%) et en Suisse romande (34%).

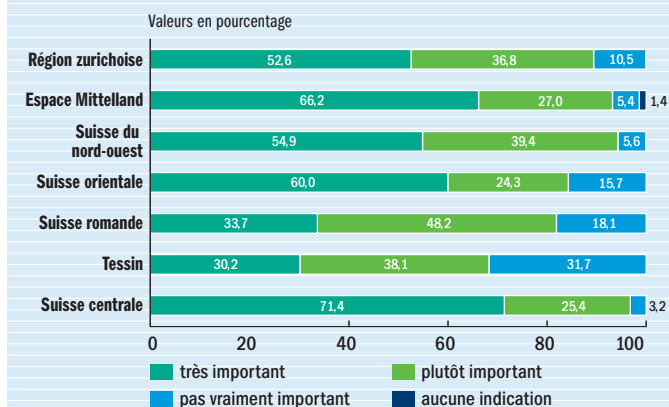
Lorsqu'on leur demande, sous la forme d'une question ouverte, quelles mesures peuvent améliorer la compétitivité des entreprises de taille moyenne, plus d'une entreprise sur sept (14%) cite le «niveau de formation élevé» et la «qualification ulté-

#### Pertinence des mesures visant à soutenir les entreprises de taille moyenne



Graphique 17: L'allègement des contraintes administratives, l'accélération des procédures d'autorisation et l'allègement des réglementations sont les souhaits les plus fréquemment exprimés par les entreprises.

#### Utilité d'un allègement des contraintes administratives pour soutenir les entreprises de taille moyenne (par région)



Graphique 18: Les entreprises de Suisse centrale et de l'Espace Mittelland sont les plus clairement favorables à un allègement des contraintes administratives.

rieure des collaborateurs». Ce résultat concorde avec les problèmes de recrutement des entreprises de taille moyenne (cf. graphiques 11 et 12).

#### 4.4. Pertinence d'autres thèmes d'actualité

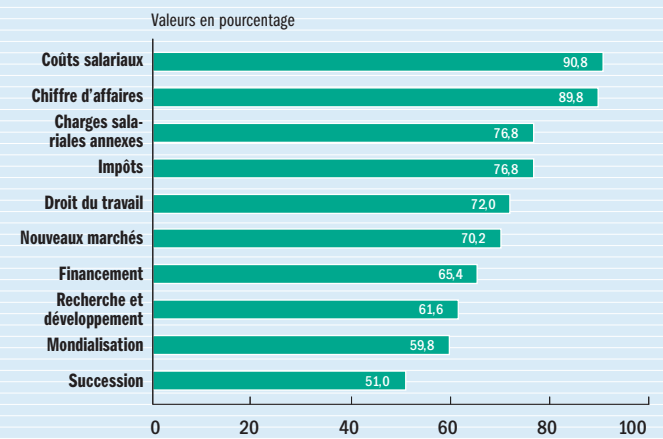
Outre les mesures destinées à améliorer la compétitivité, cette étude visait également à déterminer quels thèmes d'actualité étaient importants pour les entreprises de taille moyenne (cf. graphique 19).

Neuf entreprises sur dix placent les coûts salariaux (91%) et l'évolution du chiffre d'affaires (90%) en tête de leurs préoccupations. Près de quatre sur cinq citent également les charges salariales annexes et les impôts (77% chacune). On sait dès lors clairement quelles décisions doivent être prises en accordant une attention particulière aux revendications des entreprises.

La mondialisation et la conquête de nouveaux marchés sont moins souvent jugées prioritaires, bien que respectivement 60% et 70% des entreprises les qualifient d'«importantes», voire de «très importantes». S'agissant de la conquête de nouveaux marchés, tous les secteurs se concentrent sur les marchés européens (cf. graphique 20).

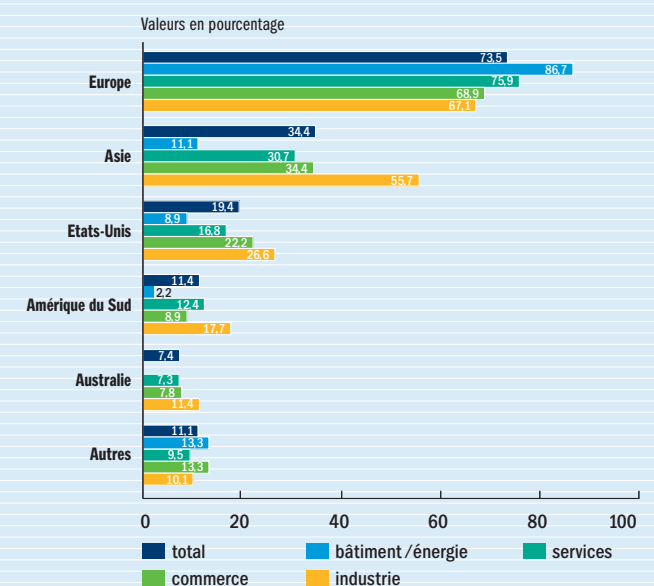
Tous secteurs confondus, trois entreprises sur quatre en moyenne (75%), s'intéressent aux marchés européens. Les marchés asiatiques arrivent en deuxième position avec une moyenne de 35%. La corrélation entre le secteur d'activité et l'intérêt pour le marché asiatique est frappante. En effet, les entreprises industrielles (56%) sont de loin les plus nombreuses à convoiter ce marché.

#### Pertinence d'autres thèmes d'actualité



Graphique 19: Pour les entreprises de taille moyenne, les coûts salariaux et l'évolution du chiffre d'affaires sont plus importants que la mondialisation.

#### Intérêt pour de nouveaux marchés (par secteur d'activité)



Graphique 20: Les entreprises de taille moyenne préfèrent les marchés européens aux marchés asiatiques.

#### 4.5. Transfert d'activités à l'étranger

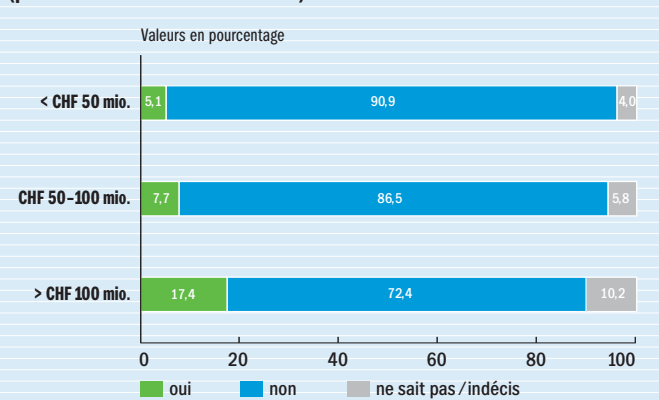
Les entreprises plus importantes ont davantage tendance à transférer à l'étranger des activités créatrices de valeur, et donc aussi des emplois et des formations (cf. graphique 21).

Près d'un cinquième (17%) des entreprises réalisant un chiffre d'affaires supérieur à CHF 100 millions prévoit un transfert d'activités créatrices de valeur à l'étranger, contre seulement 8% de celles ayant un chiffre d'affaires compris entre CHF 50 millions et CHF 100 millions et 5% de celles ayant un chiffre d'affaires inférieur à CHF 50 millions. Ce résultat est logique car une internationalisation réussie de la chaîne de création de valeur requiert d'importantes capacités de management supplémentaires, ce qui signifie que les activités transférées doivent atteindre un volume minimum. Les secteurs industriel et commercial sont particulièrement actifs dans ce domaine. 18% des entreprises industrielles et 10% des entreprises du commerce prévoient un transfert d'activités tandis que 9% et 6%, respectivement, sont indécises.

Dans le cadre de l'étude, il a également été demandé aux entreprises quelles activités elles entendent transférer à l'étranger (cf. graphique 22).

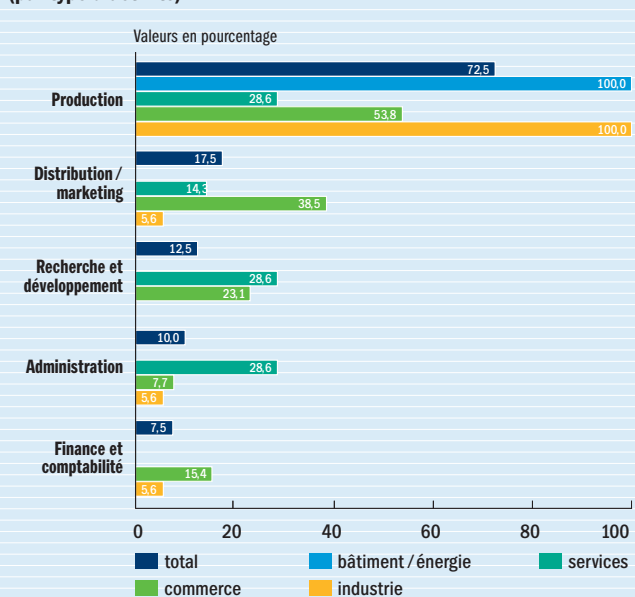
Il est intéressant de constater que les entreprises envisagent de transférer aussi bien des activités de recherche et développement que des activités administratives (de sociétés de services) ou même des fonctions financières et comptables. Même si le nombre de citations (n=40) s'avère peu élevé dans l'ensemble, ce résultat montre clairement que les coûts salariaux et la disponibilité du personnel constituent de sérieux défis pour les entreprises de taille moyenne.

Transfert prévu d'activités créatrices de valeur à l'étranger (par tranche de chiffre d'affaires)



Graphique 21: Les entreprises plus importantes ont davantage tendance à transférer des activités créatrices de valeur à l'étranger que les structures plus petites.

Transfert prévu d'activités créatrices de valeur à l'étranger (par type d'activité)



Graphique 22: Les entreprises envisagent même de transférer à l'étranger des activités administratives (de sociétés de services) ainsi que des fonctions financières et comptables.

Sur les 100 entreprises industrielles interrogées, 41 possèdent déjà un site de production à l'étranger (cf. graphique 23).

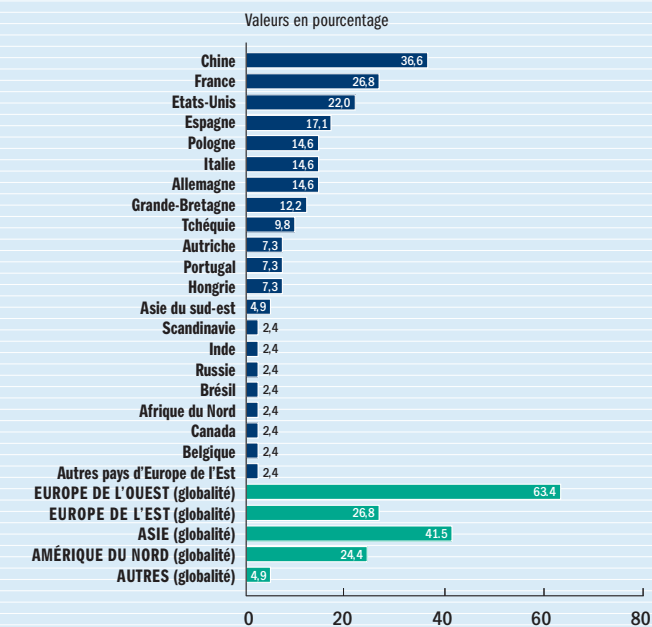
Les entreprises industrielles suisses sont d'ores et déjà plus nombreuses à posséder des sites de production en Chine qu'en France, pourtant deuxième du classement. Néanmoins, les sites de production en Europe occidentale sont encore, provisoirement, les plus nombreux.

A noter toutefois que 7% seulement des entreprises industrielles interrogées souhaitent transférer des sites de production à l'étranger, bien que 15% envisagent d'accroître leur capacité de production. Etant donné que les transferts de production s'accroissent avec le temps, un changement important est à prévoir. Les régions sont diversement concernées par ce phénomène (cf. graphique 24).

La Suisse du nord-ouest est particulièrement concernée par cette évolution. Parmi les facteurs «très importants» motivant un transfert à l'étranger, près de la moitié (49%) des entreprises industrielles cite les coûts de production inférieurs, deux sur cinq mentionnent le contact plus proche avec la clientèle (40%) et la conquête de nouveaux marchés (38%).

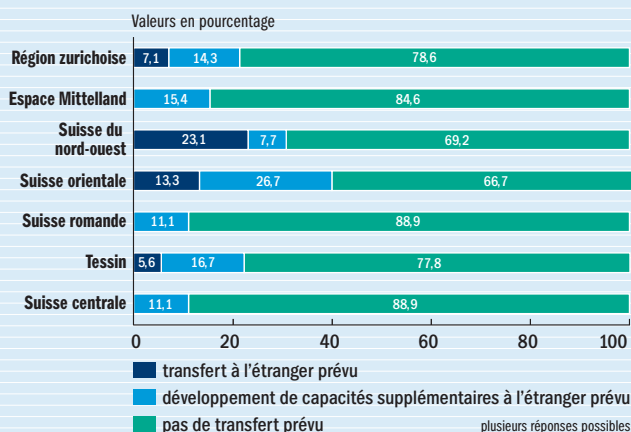
A l'inverse, 8% des entreprises industrielles de taille moyenne qui ont été interrogées ont rapatrié des sites de production en Suisse. En outre, 7% des entreprises industrielles disposant de sites de production à l'étranger projettent un rapatriement vers la Suisse. Ce mouvement profite plus particulièrement à la Suisse romande. Il est toutefois difficile de trouver une raison tranchée à ce changement. Il tient probablement à une constellation de facteurs tels que les coûts, la qualité, le contrôle de la production et la plus grande proximité, qui permet une réaction rapide aux évolutions du marché.

### Sites de production des entreprises industrielles à l'étranger



Graphique 23: Les sites de production des entreprises industrielles sont encore majoritairement basés en Europe de l'Ouest.

### Transfert prévu d'activités de production à l'étranger (par région)



Graphique 24: C'est en Suisse du nord-ouest que les entreprises industrielles sont les plus nombreuses à prévoir un transfert de sites de production à l'étranger.

## 5. Perspectives

Les entreprises de taille moyenne occupent manifestement un rôle particulier dans l'économie suisse. En témoignent, par exemple, les prévisions d'affaire au niveau suisse tout comme l'appréciation de la situation actuelle dans la plupart des régions. A noter que le PIB suisse a connu au cours du dernier trimestre 2007 une croissance inférieure à celle du PIB dans la zone UE. Le fait que l'évolution macroéconomique ne soit pas évaluée aussi positive que l'évolution individuelle, en revanche, est tout à fait caractéristique.

On notera en outre les différences dans l'évaluation des conditions cadres et le retour des entreprises de production. On assiste ici à des évolutions qui pourraient bien indiquer la formation de *clusters*, si la politique ne s'engage pas dans une autre voie.

Les investissements prévus par les entreprises de taille moyenne, en particulier les entreprises industrielles, sont nettement plus élevés que ceux des autres pays européens, comme l'Allemagne par exemple. Il en est de même pour la croissance de l'effectif de personnel; la part d'entreprises souhaitant employer davantage de salariés étant, dans toutes les branches, supérieure à celle recensée en Allemagne. Dans un domaine, cependant, les entreprises suisses de taille moyenne ne parviennent pas à suivre le rythme de l'évolution européenne: dans le commerce, des changements profonds sont actuellement engagés en Europe, tant en ce qui concerne les types d'entreprises que dans le domaine de l'innovation technologique. Face aux activités d'investissement prévues, les entreprises commerciales suisses adoptent encore un comportement plutôt frileux au regard de ces évolutions.

Pour résumer le comportement des entreprises suisses de taille moyenne en matière d'investissement, on peut dire que le fossé

entre les entreprises à forte et faible rentabilité a tendance à se creuser: les entreprises déjà peu rentables sont moins enclines aux investissements, de sorte qu'elles seront distancées dans la concurrence avec les entreprises hautement rentables, et donc plus actives dans le domaine des investissements.

En ce qui concerne l'orientation des entreprises suisses de taille moyenne, on peut constater une tendance ethnocentrique. L'internationalisation des activités commerciales se concentrera de plus en plus sur les pays voisins et l'Europe de l'Est. Les marchés de croissance actuellement dynamiques, comme par exemple la Russie, restent sous-représentés. La seule exception est le marché chinois, sur lequel les PME suisses sont présentes au même titre que leurs concurrents européens.

Il semble que les PME opèrent de façon très sélective dans le choix des pays – probablement du fait de la prudence des directions d'entreprise – et qu'elles privilégient principalement, à l'exception de la Chine, des pays européens.

C'est ainsi que des thèmes comme la mondialisation et l'innovation n'ont qu'une importance secondaire chez les entreprises suisses de taille moyenne, ce qui constitue un manque face à la concurrence européenne. Dans les cultures des nouveaux marchés, en particulier, les produits suisses jouissent pourtant d'une grande réputation. Si bien que l'on disposerait d'un potentiel encore peu exploité pour consolider la position concurrentielle sur ces marchés. Pour cela, il faudrait instrumentaliser de façon appropriée le «Country of Origin Effect». A l'avenir également, les activités essentielles pour les entreprises, comme le marketing et le controlling, seront transférées à l'étranger. Les conséquences pour le succès des entreprises et pour la place suisse ne peuvent cependant guère être estimées à l'heure actuelle. ■

## Responsables régionaux

Aarau

**Christoph Widmer**

christoph.widmer@ch.ey.com

Tél. 058 286 23 72

Bâle

**Manuel Aeby**

manuel.aeby@ch.ey.com

Tél. 058 286 83 50

Berne

**Jürg Scheller**

juerg.scheller@ch.ey.com

Tél. 058 286 62 15

Lucerne / Zoug

**Viktor Bucher**

viktor.bucher@ch.ey.com

Tél. 058 286 77 26

Lugano

**Stefano Caccia**

stefano.caccia@ch.ey.com

Tél. 058 286 24 30

St-Gall

**Markus Oppliger**

markus.oppliger@ch.ey.com

Tél. 058 286 20 60

Suisse romande

**Pierre-Alain Cardinaux**

pierre-alain.cardinaux@ch.ey.com

Tél. 058 286 57 82

Zurich

**Marco Tagmann**

marco.tagmann@ch.ey.com

Tél. 058 286 47 06

## Impressum

### Editeur

Ernst & Young SA, Markus Schweizer

### Enquête et interprétation

Valid Research Marktforschung GmbH  
Ralf Wagner

### Concept et rédaction

Ernst & Young  
Corporate Communications & Marketing

### Commandes / changements d'adresse

Ernst & Young SA  
Data Operations  
Case postale  
8022 Zurich  
Fax 058 286 30 03  
datop@ch.ey.com

### Conception graphique et impression

NZZ Fretz AG, Schlieren

### © Copyright

Ernst & Young SA, 2008

Toute reproduction, même partielle, n'est autorisée qu'avec mention expresse de la source. Ernst & Young demande alors que lui soit transmis un exemplaire justificatif.

### Remarque légale importante

L'auteur rejette toute responsabilité quant aux décisions prises sur la base de cette étude et à leurs conséquences. De même, la présente étude ne saurait remplacer les conseils prodigués par des professionnels. Les opinions, assertions et interprétations qui y figurent n'engagent que leur auteur et ne reflètent donc pas systématiquement le point de vue des entreprises auprès desquelles ces derniers sont employés.



ERNST & YOUNG AG

[www.ey.com/ch](http://www.ey.com/ch)

© 2008 Ernst & Young.  
All Rights Reserved.  
Ernst & Young is  
a registered trademark.

01-F-EY0030